

# Guerre d'Algérie : Macron reconnaît que le militant Ali Boumendjel a été « torturé et assassiné » par l'armée française

AFP, 3 mars 2021

Emmanuel Macron a reconnu mardi, « au nom de la France », que l'avocat et dirigeant nationaliste Ali Boumendjel a été « torturé et assassiné » par l'armée française pendant la guerre d'Algérie en 1957, a annoncé l'Elysée, un meurtre à l'époque maquillé en suicide.

Cette reconnaissance, que le chef de l'Etat a lui-même annoncé aux petits-enfants d'Ali Boumendjel en les recevant mardi, fait partie des gestes d'apaisement recommandés par l'historien Benjamin Stora dans son rapport sur la colonisation et la guerre d'Algérie, afin de résoudre les tensions autour de la mémoire de ce conflit.

« Au coeur de la Bataille d'Alger, il fut arrêté par l'armée française, placé au secret, torturé, puis assassiné le 23 mars 1957 », détaille l'Elysée dans un communiqué. En 2000, «

Paul Aussaresses (ancien responsable des services de renseignement à Alger, ndlr) avoua lui-même avoir ordonné à l'un de ses subordonnés de le tuer et de maquiller le crime en suicide ».

« Aujourd'hui, le président de la République a reçu au Palais de l'Elysée quatre des petits-enfants d'Ali Boumendjel pour leur dire, au nom de la France, ce que Malika Boumendjel aurait voulu entendre : Ali Boumendjel ne s'est pas suicidé. Il a été torturé puis assassiné », ajoute la présidence française.

Il leur a également dit sa volonté de poursuivre le travail engagé depuis plusieurs années pour recueillir les témoignages encourager le travail des historiens par l'ouverture des archives, afin de donner à toutes les familles des disparus, des deux côtés de la Méditerranée, les moyens de connaître la vérité ».

Ce geste « n'est pas un acte isolé », promet le président dans ce communiqué. « Aucun crime, aucune atrocité commise par quiconque pendant la Guerre d'Algérie ne peut être excusé ni occulté ».

« Ce travail sera prolongé et approfondi au cours des prochains mois, afin que nous puissions avancer vers l'apaisement et la réconciliation », conclut le communiqué, qui plaide pour « regarder l'Histoire en face, reconnaître la vérité des faits » pour « la réconciliation des mémoires ».

« La génération des petits-

enfants d'Ali Boumendjel doit pouvoir construire son destin, loin des deux ornières que sont l'amnésie et le ressentiment. C'est pour eux désormais, pour la jeunesse française et algérienne, qu'il nous faut avancer sur la voie de la vérité, la seule qui puisse conduire à la réconciliation des mémoires », précise l'Elysée.

Le mois dernier, la nièce d'Ali Boumendjel, Fadela Boumendjel-Chitour, avait dénoncé un « mensonge de l'Etat (français) qui fut dévastateur ».